

**MINISTRE L'INDUSTRIE, DU  
COMMERCE ET DE L'ARTISANAT**

\*\*\*\*\*

**SECRETARIAT GENERAL**

\*\*\*\*\*

**SECRETARIAT CODESP**



**BURKINA FASO**  
Unité-Progress-Justice

**ETAT DE MISE EN ŒUVRE AU 24 SEPTEMBRE 2021 DU  
PLAN D' ACTIONS DE MISE EN ŒUVRE DES  
RECOMMANDATIONS ET ENGAGEMENTS ISSUS DE LA  
RENCONTRE NATIONALE ETAT/SECTEUR PRIVE 2020  
DU CADRE DE CONCERTATION ET D'ORIENTATION  
POUR LE DIALOGUE ETAT/SECTEUR PRIVE (CODESP)**

**Septembre 2021**

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
<b>I. RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA RENCONTRE NATIONALE ETAT /SECTEUR PRIVE 2020</b>														
<b>A. RECOMMANDATIONS EN LIEN DIRECT AVEC LE THEME DE LA RENCONTRE NATIONALE ETAT /SECTEUR PRIVE 2020</b>														
1.	<b>Rendre effective la déconcentration des services relatifs à la commande publique dont l'ARCOP, simplifier les formalités y relative.</b>	Réaliser une étude (ou mener des réflexions) sur la faisabilité de la déconcentration de l'ARCOP	Disponibilité des résultats de faisabilité	1	L'étude n'a pas encore été réalisée pour défaut de ressources financières. Toutefois, les réflexions sont en cours de mettre en œuvre cette recommandation en 2022.	00%	-				X	<b>ARCOP</b>		
2.	<b>Prendre des mesures en vue du respect des délais de traitement et de paiement des factures après exécution des marchés publics.</b>	Sensibiliser le secteur privé sur la qualité des pièces justificatives de dépenses publiques	Nombre de session	1 au moins	La sensibilisation des prestataires sur la qualité des pièces justificatives se fait au quotidien sur la base de la nomenclature des pièces justificatives de la dépense publique, notamment au moment de l'exécution de la commande publique.	100%	PM		X	X	X	<b>CCI-BF</b>	<b>MINEFID</b>	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
		Veiller au respect des délais de paiement	Pourcentage des dossiers payés dans les délais	90% au moins	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un Circuit Intégré de la Dépense Publique (CID) qui permet de suivre le traitement des dossiers depuis leur introduction dans le circuit jusqu'au paiement au Trésor ;</li> <li>- Mise en place d'un comité pour le suivi des délais de paiement (CODEP-MP) ; toute chose qui permet de diligenter le paiement des factures. En effet, le CODEP-MP extrait les données sur le CID et</li> </ul>	<p>91% en 2020</p> <p>98,44% au 1<sup>er</sup> semestre 2021</p>	PM		X		X	MINEFI D (CODEP-MP)		Il est important de noter que les délais de 47 jours sont des délais internes à l'administration contrairement aux délais contractuels qui sont de 90 jours.

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					<p>produit mensuellement un rapport sur la situation des délais de paiement notamment le pourcentage des dossiers payés dans les délais.</p> <p>Ainsi, au titre de l'année 2020, 3471 sur 3814 dossiers de la procédure normale ont été payés dans les délais conformément à la norme référentielle fixée à 47 jours, soit un taux de 91%.</p> <p>Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mai 2021, 252 sur 256 dossiers ont été payés dans les délais, soit un taux de 98,44%.</p>									

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
3.	<b>Prendre des mesures de facilitation de la sous-traitance et de la cotraitance par les multinationales en faveur des PME locales</b>	Réviser le décret n°2019-0358/PRES/PM / MINEFID du 30 avril 2019 (article 48), pour prendre en compte un quota minimum de sous-traitance ou de cotraitance entre les multinationales et les PME pour certains marchés publics spécifiques.	Nombre de décret relu	1	Préférence accordée aux entreprises qui font la sous-traitance des parts de marchés avec des PME locales ou nationales (Décret 2019-358 (Articles 48 bis, 115 bis). La révision n'a pas encore été réalisée car l'ARCOP en collaboration avec le MINEFID prévoit en 2022 une révision globale des textes régissant la commande publique en vue prendre en compte les recommandations issues de l'évaluation MAPS-2, de l'audit indépendant des marchés publics, gestions	00%	PM		X	X	X	ARCOP		

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					2018 et 2019 ainsi que de l'étude relative à la mise en œuvre des garanties financières dans les marchés publics. Ainsi cette préoccupation fera l'objet de réflexion lors de ladite révision.									
		Renforcer, par les formations, les capacités techniques et managériales des entreprises burkinabè pour la sous-traitance et la cotraitance.	Nombre de PME formées	50 au moins	Six (6) sessions de formation ont déjà été réalisées et d'autres sont programmées en septembre dans les 13 régions. Elles portent sur les marchés publics et intègrent un module relatif au groupement, à la sous-traitance et à la cotraitance et ont concerné 288 PME.	100%	PM			X	X	CCI-BF	ARCOP	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					Par ailleurs, la CCI-BF est en échanges avec des partenaires dont la Banque mondiale pour d'autres actions de promotion de la sous-traitance et la cotraitance.									
4.	<b>Créer un guichet unique et accélérer le processus de dématérialisation des procédures de la commande publique</b>	Diligenter la réalisation de l'étude de préparation pour la mise en place d'une solution dématérialisée	Nombre de rapport d'étude	1	Une étude pour la mise en place d'une solution de dématérialisation des marchés publics a été réalisée. Il a été entamé un processus de mise en place d'une phase expérimentale regroupant trois Ministères Des réflexions sont en cours pour prendre en charge les aspects d'adaptation du cadre juridique et la mise en place de	100%	PM	X	X	X		<b>MINEFI D</b>	<b>MICA/CCI-BF</b>	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					l'infrastructure du E-procurement.									
5.	<b>Renforcer les capacités des PME et des autorités contractantes sur les procédures des marchés publics avec un focus sur la préférence locale.</b>	Organiser 10 sessions de formation au profit de 400 cadres des ministères et institutions sur l'évaluation des offres ou proposition	Nombre d'acteurs publics formés	400	- La Maison de l'Entreprise a organisé du 06 au 12 juillet 2020, une session de formation sur la passation de marchés selon les procédures de la Banque mondiale et de l'Union européenne au profit de 30 participants ;  - Au 31 juillet 2021, l'ARCOP a organisé dix (10) sessions de formations à l'endroit des agents des DMP/PRM sur	100%	164 130				X	ARCOP	MINEFID, CCI-BF, MEBF	



N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					l'évaluation des offres ou propositions. Ces formations ont concerné 382 participants.									
6.	<b>Rendre public les Plans de Passation des Marchés des structures de l'Etat</b>	Veiller à la publication des PPM des structures de l'Etat	Pourcentage des PPM publiés	90% au moins	Les PPM sont publiés sur le site de la DG-CMEF, la publication étant une exigence légale et réglementaire	100%	PM		X		X	MINEFI D (DGCM EF)	Toute autorité contractante	
		Rendre fonctionnel le site de la DGCMEF pour la publication des PPM, dans les meilleurs délais.	Nombre de site web fonctionnel	1	Le site rencontre, par moment des difficultés, qui sont en cours de résolution.	00%	PM				X	MINEFI D		
7.	<b>Mettre en place un mécanisme innovant de financement des entreprises dans le cadre de l'exécution de la commande publique</b>	Apporter des concours en Compte courant d'Associés	Nombre d'entreprises financés	5	Dix-huit (18) entreprises dont onze (11) Start-ups ont bénéficiés de concours financier en Compte Courant Associés.	100%	PM	X	X	X	X	MINEFI D (FBDES )	MICA	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
		Accorder des avantages de trésorerie à taux bonifiés	Nombre de prêts accordés	100	L'AFP-PME a revu à la baisse les taux de crédit octroyé aux PME, en particulier dans les secteurs secondaire et tertiaire, passant respectivement de 7% et 8% à 6%. 202 prêts ont été accordés aux PME en 2020 et 112 au titre de 2021.	100%	500 000	X	X	X	X	AFP-PME		Disponibilités des ressources financières Fiabilité des marchés obtenus
8.	<b>Prendre des mesures en vue de privilégier les produits nationaux dans la commande publique</b>	Faire la promotion des produits agricoles nationaux à travers la sensibilisation médiatique	Nombre de sensibilisation médiatique	1 au moins	- Disponibilité de la circulaire n°2017 /002/PM/SG/D GEF du 13 janvier 2017 sur l'incitation à la consommation des produits locaux ;  - Disponibilité de l'arrêté n° 2020-006/PM/CAB du 10 février 2020 portant consommation des produits	100 %	PM	X	X	X	X	MAAHM	MICA	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					<p>locaux par les structures publiques dans le cadre de leur approvisionnement ;</p> <p>- Production et diffusion d'un livret de recette de mets burkinabè (vol 2) en janvier 2021 ;</p> <p>- Deux (02) foires promotionnelles sur la volaille ont été organisées à Pô et à Poa ;</p> <p>- Trois (03) foires promotionnelles sur l'apiculture ont été organisées (journées des produits du miel, journées de l'abeille, salon de l'apiculture) ;</p>									

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					- Slogan et initiative « Produire 1 000 000 de tonnes de riz » qui participe à la dynamisation de la production rizicole locale.									
		Organiser des journées promotionnelles des produits agricoles nationaux	Nombre de journées promotionnelles	1 au moins	- Deux (02) foires/journées promotionnelles sur la valorisation des produits halieutiques ont été appuyées pour à hauteur de 3 235 175 FCFA sur une prévision de 24 000 000 FCFA ;  - 11 journées promotionnelles sur la valorisation des produits agricoles nationaux ont été	100%	PM	X	X	X	X	MAAHM		La faible mobilisation des ressources financières s'explique par les contraintes budgétaires liées à la régulation du budget de l'Etat dans le contexte de la maladie à COVID 19.

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					<p>organisées entre 2020 et 2021 dont 8 en 2020 et 3 en 2021 (Rapports bilans MAAHM, 2020 et 2021).</p> <p>Au total, 35 journées promotionnelles sur la valorisation des produits agricoles nationaux ont été organisées au niveau national sur la période du PNDES (Rapport bilan 5 ans MAAHM, 2020).</p>									
		Faire prendre une lettre circulaire du Premier Ministre pour rappeler aux autorités contractantes	Disponibilité de la circulaire	1	<p>La prise de la circulaire est en cours au niveau de l'ARCOP,</p> <p>Toutefois, dans le cadre de la mise en œuvre</p>	50%	-			X		<b>ARCOP</b>	<b>Primature, Tout ministère</b>	<p>Outre les mesures de promotion des produits agricoles.</p> <p>Au titre du secteur privé, il</p>

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
		l'obligation de privilégier les produits alimentaires locaux dans les marchés publics et y prévoir des contrôles inopinés suivis d'éventuelles sanctions.			de la lettre circulaire du Premier Ministre relative à la consommation des produits locaux, le MRAH a pris plusieurs mesures dont :  - la priorité de la fourniture des produits alimentaires locaux lors des commandes ;  - la désignation au sein du MRAH d'un point focal « promotion des produits locaux » chargé de la promotion des produits locaux au sein du ministère et de veiller au suivi des mesures visant à privilégier les								conviendrait d'améliorer la qualité des produits locaux.	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					<p>produits nationaux dans la commande publique.</p> <p>Au MICA, une évaluation est en cours sur le suivi de la mise en œuvre des mesures d'incitation à la consommation des produits locaux au titre de l'année 2020 et du premier semestre 2021.</p> <p>Dans le cadre du suivi de la Mise en œuvre des Mesures de SEM le Premier Ministre relatives à la consommation des produits locaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une rencontre des points focaux des départements</li> </ul>									

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					<p>ministériels concernés a eu lieu le 18 mars 2021 en vue d'échanger sur les difficultés de collecter des données ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des correspondances ont été envoyées aux structures publiques en vue de recueillir des données au titre de l'année 2020 et du 1er semestre 2021 ;</li> <li>- il a été demandé aux départements ministériels concernés de désigner les points focaux de leurs</li> </ul>									



N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					structures respectives.									
9.	<b>Aligner le taux des intérêts moratoires sur celui des pénalités de retard</b>	Mener des réflexions sur la faisabilité de l'alignement du taux d'intérêt moratoire à celui des pénalités de retard.	Disponibilité des résultats des réflexions	1	Cette recommandation sera mise en œuvre en 2022 car l'étude y relative est toujours en cours.	00%	PM	X	X	X	X	MINEFI D (DGTCP)	ARCOP	
10.	<b>Prévoir dans la réglementation fiscale, un mécanisme de retenue à la source de la TVA et des droits d'enregistrement.</b>	-	-	-	-	RAS	-					MINEFI D (DGI)		La retenue à la source de la TVA a été supprimée en 2011 suite à une demande du secteur privé formulée à l'occasion d'une rencontre gouvernement-secteur privé. Elle pourra être à nouveau instituée dans le CGI en cas d'obtention d'un consensus avec le secteur privé sur la question. Pour cela, il est important que les acteurs

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
														<p>sachent que la retenue TVA risque de perturber l'exercice de leur droit à déduction de la TVA et d'avoir un impact sur leur trésorerie. Toutefois, il faudrait noter que le CGI prévoit une retenue à la source de la TVA par l'organisme payeur pour le cas des marchés publics attribués à des non-résidents.</p> <p>En ce qui concerne les droits d'enregistrement, il y a lieu de noter que la formalité de l'enregistrement a deux (02) objectifs :</p>

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires	
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires		
															<p>Permettre à l'Etat de percevoir un impôt (le droit d'enregistrement) et donner date certaine à un acte (contrat, marché...).</p> <p>Etant donné que la formalité vise à donner date certaine à un acte, elle est accomplie une seule fois pour le même acte. Ainsi, la totalité des droits doivent être acquittés avant l'accomplissement de la formalité. Aussi, le paiement des droits d'enregistrement n'est pas subordonné à l'exécution du marché ou à son paiement par le commanditaire.</p>



N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
														<p>risque de perturber l'exercice de leur droit à déduction de la TVA et d'avoir un impact sur leur trésorerie. Toutefois, il faudrait noter que le CGI prévoit une retenue à la source de la TVA par l'organisme payeur pour le cas des marchés publics attribués à des non-résidents.</p> <p>En ce qui concerne les droits d'enregistrement, il y a lieu de noter que la formalité de l'enregistrement a deux (02) objectifs : Permettre à l'Etat de</p>

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires	
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires		
															<p>percevoir un impôt (le droit d'enregistrement) et donner date certaine à un acte (contrat, marché...).</p> <p>Etant donné que la formalité vise à donner date certaine à un acte, elle est accomplie une seule fois pour le même acte. Ainsi, la totalité des droits doivent être acquittés avant l'accomplissement de la formalité. Aussi, le paiement des droits d'enregistrement n'est pas subordonné à l'exécution du marché ou à son paiement par le commanditaire.</p>

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires	
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires		
															Toutefois, cette recommandation sera mise en œuvre en 2022 car l'étude y relative est toujours en cours.
11.	Alléger les conditions liées au nombre d'années d'expérience et au chiffre d'affaires pour les jeunes entreprises	-	-	-	Les entreprises naissantes peuvent prendre part dans le cadre des procédures allégées et dans le cadre des appels d'offres, elles peuvent se constituer en groupement. Les procédures allégées ne requièrent aucun des critères évoqués.	RAS	-					MINEFI D(DGC MEF)	ARCOP		
12.	Renforcer les actions de lutte contre la corruption et élargir les voies de recours à des aspects liés aux spécifications techniques.	Elaborer un plan opérationnel de renforcement des capacités des OSC en matière de	Disponibilité du plan opérationnel	1	Le plan opérationnel n'a pas pu être élaboré pour défaut de ressources financières.	00%	PM				X	ARCOP	MINEFID		

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
		commande publique			Les spécifications techniques peuvent faire l'objet de recours conformément à l'article 27 du décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017.									
		Sensibiliser les acteurs de la commande publique sur l'éthique et la déontologie de la commande publique en application du décret n°2015-1260/PRES-TRANS/PM/MEF du 09 novembre 2015	Nombre d'ateliers de sensibilisation organisés	5 au moins	Les sessions de sensibilisation n'ont pas pu être organisées pour défaut de ressources financières.	00%	26 000				X	ARCOP		Un (1) par région
		Tenir les sessions disciplinaires de l'Organe de règlement des différends (ORD)	Nombre de sessions disciplinaires tenues	1	Au 31 juillet 2021, treize (13) entreprises ont été exclues de la commande publique suite à une (1) session de discipline	100%	PM	X	X	X	X	ARCOP		Disponibilité de dossiers de discipline à programmer.



N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					tenue le 16 juillet 2021.									
		Tenir et mettre à jour les listes des prestataires exclus et défaillants	Disponibilité des listes	2	Les listes des prestataires exclus et défaillants sont disponibles sur le site web de l'ARCOP. La liste des prestataires défaillants a été mise à jour au 31 janvier 2021 et celle des prestataires exclus a été actualisée au 16 juillet 2021.	100%	PM	X	X	X	X	ARCOP		
		Suivre et mener des enquêtes et des investigations sur les dénonciations et auto-saisines de l'ARCOP	Disponibilité des rapports	Au moins 1	Au 31 juillet 2021, l'ARCOP a organisé deux (2) missions d'enquêtes qui sont en cours d'exécution dans la Commune de Doulogou et celle de Dandé pour des cas de mauvaise exécution d'infrastructures.	50%	35 000	X	X	X	X	ARCOP		Dénonciation reçues

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					Ainsi, aucun rapport n'est disponible pour le moment.									
		Réaliser l'audit indépendant des marchés publics, gestions 2018 et 2019	Nombre de marchés audités	Au moins 300	L'audit a été réalisé et le rapport provisoire a été validé en atelier le 17 juin 2021. Cent vingt-huit (128) autorités contractantes ont été concernées par cette mission d'audit. Au total, 1 898 marchés publics ont été audités dont 923 concernent l'année 2018 et 975 concernent l'année 2019.	100%	82 522		X			ARCOP		Disponibilité des documents des marchés à auditer.
13.	Accélérer la signature de l'accord-cadre entre l'Etat et la Chambre des Métiers de l'Artisanat du Burkina Faso en vue de permettre aux artisans	Procéder à la signature de l'accord-cadre entre l'Etat la Chambre des métiers de l'Artisanat du Burkina Faso	Nombre d'accords cadre signés	1	La signature de l'accord-cadre entre l'Etat et la Chambre des Métiers de l'Artisanat du Burkina Faso est effective et est intervenue le 24	100%	PM	X	X	X		MICA	MINEFID	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
	d'accéder à la commande publique				septembre 2021.									
14.	Prendre en compte l'offre économiquement la plus avantageuse par rapport à la moins disante dans le cadre du processus d'attribution des marchés publics	Renforcer la sensibilisation des DMP/PRM sur l'évaluation complexe notamment dans l'acquisition des équipements.	Nombre de rapports	Au moins 1 rapport	Avec la réglementation actuelle, la méthode d'évaluation de l'offre conforme évaluée la moins-disante à l'avantage d'inclure la méthode de l'offre économiquement la plus avantageuse à travers l'évaluation complexe qui est une option offerte aux autorités contractantes. (Cf., Décret n°2017-049/PRES/PM/ MINEFID du 1er février 2017)	00%	PM	X	X	X	X	MINEFI D(DGC MEF)	ARCOP	
15.	Mettre à la disposition des entreprises des études techniques	Sensibiliser les autorités contractantes à recourir à	Existence de conventions	1 au moins	Les arrêtés sur la mise en œuvre de l'AMOP sont en	00%	PM	X	X	X	X	MID/MU HV	ARCOP, Tout Ministère	Les concertations avec le MINEFID pour

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
	<b>de qualité, tenant compte des spécificités de chaque marché et de l'environnement</b>	l'assistance à la maîtrise d'ouvrage public (AMOP) pour les marchés de travaux.			cours de finalisation									l'opérationnalisation de l'AMOP ont été entamées.
		Transmettre les dossiers des bureaux de suivi contrôle performants à l'ARCOP	Nombre de dossiers transmis		Aucun bureau de suivi-contrôle n'a été jugé contre-performant durant le 1 <sup>er</sup> semestre 2021.	-	PM	X	X	X	X	MID	Tout ministère	
		Appliquer les sanctions conformément aux textes	Pourcentage d'entreprises défaillantes sanctionnées	100%	Au 31 juillet 2021, aucun consultant de suivi-contrôle n'a été sanctionné car l'ARCOP n'a pas reçu de dossiers de discipline concernant le suivi-contrôle.	-			X	X	X	ARCOP		
16.	<b>Prendre des mesures en vue d'améliorer le suivi des bureaux de contrôle</b>	Organiser des missions sur l'effectivité du suivi contrôle	Pourcentage de bureau de suivi contrôlé	Au moins 50%	- Mise en place des unités de gestion et les cellules de projets qui assurent le suivi-contrôle ;	30%	PM	X	X	X	X	MID	Tout ministère	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					- Recrutement d'assistants techniques spécialisés en génie civil, en BTP par le MRAH pour assurer le suivi à pied d'œuvre des différents bureaux chargés des contrôles lors de la réalisation des infrastructures									
		Transmettre les dossiers des bureaux de suivi contrôle contre performants à l'ARCOP	Nombre de dossiers transmis		Aucun bureau de suivi-contrôle n'a été jugé contre-performant durant le 1 <sup>er</sup> semestre 2021.	-	PM	X	X	X	X	MID	Tout ministère	
		Appliquer les sanctions conformément aux textes	Pourcentage d'entreprises défaillantes sanctionnées	100%	Au 31 juillet 2021, aucun consultant de suivi-contrôle n'a été sanctionné car l'ARCOP n'a pas reçu de dossiers de discipline	-			X	X	X	ARCOP		

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					concernant le suivi-contrôle.									
17.	Permettre aux structures publiques de santé de commander auprès d'autres fournisseurs en plus de la SOGEMAB	RAS	-	-	RAS	RAS	-					MS	MINEFID	Sans objet car la SOGEMAB n'a pas le monopole.
		Mener la réflexion en vue d'élargir les canaux de diffusion	Nombre de rapport	1	RAS	RAS	PM				X	MINEFID (DGCMEF)		En matière de marchés publics, la source de diffusion est unifiée en application de la réglementation. Cela permet d'assurer un égal accès et une égalité de traitement. En appui à cette publication, les autorités contractantes peuvent publier dans d'autres organes de diffusion ( <b>Décret 049, article 50</b> )
18.	Elargir les canaux de diffusion des informations relatives à la commande publique.	Faire une publication des avis d'appel à concurrence et des résultats d'attribution des	Pourcentage des avis et résultats publiés	Au moins 50%	La revue est accessible en ligne via le site de la DGCMEF pour les consultations et	100%	PM		X	X	X	Tout ministère	Toute autorité contractante	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
		marchés publics à travers les canaux appropriés (revues ; site web ; etc.)			elle est transmise aux abonnés dans les boites email.									
		Mener la réflexion en vue d'élargir les canaux de diffusion	Nombre de rapport	1	RAS	RAS	PM				X	MINEFI D (DGCM EF)		En matière de marchés publics, la source de diffusion est unifiée en application de la réglementation. Cela permet d'assurer un égal accès et une égalité de traitement. En appui à cette publication, les autorités contractantes peuvent publier dans d'autres organes de diffusion ( <b>Décret 049, article 50</b> )
19.	Faciliter l'accès des entreprises aux informations nécessaires à l'exécution de leurs	Mettre à jour régulièrement les plateformes d'informations (sites web,	Fréquence d'actualisation	Permanente	Des efforts sont faits dans la plupart des ministères et institutions pour	100%					X	Tout ministère		

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
	missions à elles confiées par l'administration.	tweeter, Facebook, etc.) des ministères et institutions en y intégrant les documents de référence.			la mise à jour des informations sur les sites web.									
20.	Accompagner les agences de communication par l'exigence du récépissé de reconnaissance accordé par le Conseil Supérieur de la Communication (CSC) dans toute commande publique relative au recrutement d'agences de communication.	Faire un plaidoyer auprès du MINEFID afin d'inscrire dans la réglementation des commandes publiques une clause exigeant le récépissé de reconnaissance accordé par le Conseil Supérieur de la Communication (CSC) dans toute offre relative au recrutement d'agences de communication.	Nombre de rencontres organisés	Au moins 1	- Publicitaires Associés ont entrepris des démarches auprès du MINIFID pour l'inscription dans la réglementation des commandes publiques d'une clause exigeant le récépissé de reconnaissance accordé par le CSC ;  - la question a fait l'objet d'échange avec le Chef de l'Etat lors d'une rencontre du Président du	100%	PM		X	X	X	MCRP	CSC, ARCOP	



N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					<p>Faso-médias et le Président a soutenu l'action menée par Publicitaires Associés ;</p> <p>- Publicitaires Associés par correspondance adressée à tous les membres de l'actuel Gouvernement ont demandé aux départements , d'exiger le récépissé de reconnaissance accordé par le CSC dans toute offre relative au recrutement d'agences de communication</p> <p>- la question d'inscrire dans la réglementation</p>									

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					n des commandes publiques une clause exigeant le récépissé de reconnaissance accordé par le CSC a fait l'objet d'échange entre le Ministre de la communication et des relations avec le Parlement, Monsieur Ousseni TAMBOURA en 2021.									
		Sensibiliser les agences de communication sur l'obligation d'avoir un récépissé de reconnaissance accordé par le Conseil Supérieur de la Communication (CSC).	Nombre de session	Au moins 1	- La nécessité d'avoir le récépissé de reconnaissance accordé par le CSC a fait l'objet d'une conférence de presse animée par Publicitaires Associés ;	100%	PM		X	X	X	CSC	MCRP, CCI-BF ; Publicitaires associés	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					<ul style="list-style-type: none"> <li>- Par correspondance adressée à tous les ministères de l'actuel Gouvernement, Publicitaires Associés à transmettre la liste des agences reconnues par le CSC</li> <li>- Tenue d'une rencontre de travail au CSC avec le bureau des Publicitaires Associés pour un assainissement du secteur publicitaire ;</li> <li>- Accompagnement de Publicitaires Associés à l'organisation d'une conférence de</li> </ul>									

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					<p>presse sur l'obligation de faire la déclaration d'existence au CSC ;</p> <p>Avec ces différentes actions le nombre des entreprises déclarées a doublé. A ce jour, soixante-onze (71) récépissés ont été délivrés contre un total de trente-sept (37) récépissés en 2020.</p>									
<b>B. RECOMMANDATIONS N'AYANT PAS DE LIENS DIRECTS AVEC LE THEME DE LA RENCONTRE NATIONALE ETAT /SECTEUR PRIVE 2020</b>														
21.	Créer une banque de développement pour le financement des activités économiques	RAS	RAS	RAS	La spécialisation qui existait jadis entre banques d'affaires ou de développement et banques commerciales a été abandonnée à la faveur de la réforme institutionnelle	RAS	RAS					MINEFI D (DGTCP)	MICA	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					<p>de l'UMOA. Aussi, toutes les banques de l'Union sont habilitées aussi bien à financer des opérations commerciales (court terme) que d'investissement (moyen et long terme) à partir des ressources collectées auprès du même public).</p> <p>Du reste l'Etat accompagne le financement des activités économiques à travers les mécanismes comme la SOFIGIB, la création de fonds (Fonds nationaux, Fonds COVID19, etc.). Egalement, il est à noter l'apport</p>									

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					de la Banque agricole.									
22.	<b>Octroyer des subventions aux start-up ayant un fort potentiel d'exportation et aux entreprises exportatrices</b>	Transmettre le projet de loi portant création et promotion de la start-up au COTEVAL	Le projet de loi est validé	1	Projets de textes pourtant cadre incitatif à la création et à la promotion intégrant des mesures d'accompagnement structurantes, transmis au MINEFID pour diligences auprès du SGG/CM.	30%	PM		X	X	X	<b>MINEFID (FBDES)</b>	<b>MICA</b>	
		Suivre l'adoption de la loi	La loi est adoptée	1		00%	PM				X		<b>AN</b>	
		Mener une réflexion sur la possibilité de subventionner les start-up ayant un fort potentiel d'exportation et aux entreprises exportatrices.	Rapport	1		00%	PM			X	X		<b>MICA</b>	
23.	<b>Alléger la fiscalité et des conditions des documents</b>	Tenir une rencontre avec la SOGESY et ses partenaires	Une rencontre tenue	1		00%	PM		X			<b>MINEFID (DGD)</b>	<b>Tout ministère concerné</b>	La question liée à l'allègement de la fiscalité relève

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
	<b>d'importation et d'exportation</b>	pour alléger des conditions d'octroi des documents d'importation et d'exportation												du droit communautaire.
		Finaliser le portail web d'information commerciale	Existence d'un portail web d'information commerciale	1	Le portail web d'information commerciale est disponible sur le site : <a href="http://www.burkinatra.deportal.bf">www.burkinatra.deportal.bf</a>	100%	PM				X	MICA (DGC)	Tout ministère concerné	
24.	<b>Procéder à une remise d'impôt aux entreprises en difficultés et prendre des participations dans le capital de celles ayant une forte contribution économique et sociale</b>	RAS	RAS	RAS	Les dispositions de l'article 636 du Code général des impôts prévoient déjà qu'en cas d'indigence ou de gêne mettant les contribuables dans l'impossibilité de se libérer envers le Trésor public, ils peuvent demander la remise ou modération de leur dette fiscale).	RAS	RAS					MINEFI D (DGI)	MICA	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					Par ailleurs, un mécanisme de prise de participation dans le capital des entreprises privées existe au sein du FBDES.									
		Organiser des ateliers d'informations des acteurs dans les différentes régions sur les dispositions de l'article 636 du Code général des impôts	Nombre d'ateliers organisés	13 régions	Des matinées fiscales sur la loi des finances 2021 et les dispositions pertinentes sur les remises d'impôts ont été organisées dans les 13 régions du pays et ont réuni au total plus de 1000 acteurs.	100%	PM			X	X	CCI-BF	MINEFID (DGI)	
		Organiser des ateliers d'informations des acteurs dans les différentes régions sur l'existence du mécanisme de prise des participations dans le capital	Nombre d'ateliers organisés	13 régions	En marge des sessions d'information sur les dispositifs d'accompagnement des entreprises sinistrées dont le FRE-COVID dans les 13 régions (17 villes au total), les dispositifs et	100%	PM			X	X	CCI-BF	FBDES	



N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
		des entreprises en difficultés			mécanisme de prise des participations dans le capital des entreprises en difficultés ont été présenté aux acteurs économiques.									
25.	Imputer les crédits d'impôts sur les impôts dus, y compris en matière d'impôts sur les bénéfices et permettre la modulation des acomptes d'impôts en cas de dégradation de l'activité des entreprises	RAS	RAS	RAS	Le Code général des impôts prévoit déjà l'imputation des crédits d'impôts pour les entreprises soumises aux impôts sur les bénéfices. Sur la question de la modulation des acomptes provisionnels en fonction de la situation économique, il y a lieu de noter que la proposition est quasiment irréalisable. Mais la solution pourrait se trouver dans les	RAS	RAS					MINEFI D (DGI)	MICA	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					plans de règlement à négocier avec les receveurs des impôts.									
26.	<b>Soumettre tous les produits sensibles à l'autorisation spéciale d'importation en vue de soutenir l'industrie nationale</b>	Relire le décret n°2018-0860/PRES/PM /MCIA/MINEFI D du 05 octobre 2018 fixant la liste des produits soumis à autorisation spéciale d'importation et à autorisation spéciale d'exportation	Le décret révisé	1	le processus de relecture du décret est en cours	00%		X	X			<b>MICA</b>	<b>MINEFID</b>	Les innovations majeures visées par le projet de décret portent essentiellement sur la prise en compte de nouveaux produits aussi bien à l'importation qu'à l'exportation. A l'importation, le projet de décret prend en compte le riz, le lait, le ciment, les jus de fruit, la tomate et les équipements solaires. A l'exportation, les nouveaux produits pris en compte sont le riz (paddy et décortiqué), la graine de coton,

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
														le coton graine et les semences végétales.
27.	<b>Assurer une meilleure organisation des marchés intérieurs à travers l'interdiction des achats bord champ</b>	Sensibiliser les acteurs à s'organiser en filière	Nombre d'acteurs sensibilisés	11	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 27 filières agricoles ont été accompagnées pour leur structuration entre 2020 et 2021.</li> <li>- Au premier semestre 2021 :</li> <li>- deux (02) rapports d'analyse filière sur la compétitivité des filières agricoles ont été produits ;</li> <li>- 24 sessions de formation ont été organisées sur les techniques de production ;</li> </ul>	100%	22 000			X	X	MAAHM		

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					<ul style="list-style-type: none"> <li>- deux (02) cadres de concertation des acteurs de filières ont été organisés et ont connu la participation de 70 personnes ;</li> <li>- 4 filières sont suivies en vue de leurs structurations (tomates, oignon, pommes de terre, fruits et légumes).</li> </ul>									
		Former les acteurs en technique de commercialisation des produits agricoles	Nombre d'acteurs formés en technique de commercialisation des produits agricoles	276	300 acteurs ont été formés en technique de transformation et de commercialisation des produits agricoles en 2020 (Rapport bilan MAAHM, 2020).	100%	46 000			X	X	MAAHM	MICA	
		Construire des infrastructures de conserveries	Nombre d'infrastructures de	113	De 2016 à 2021, on dénombre sur l'étendue du	36,28%	3 955 000				X	MAAHM	MICA	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
			conservations construites		territoire national, la construction de 178 magasins de warrantage, 97 unités de conservation de produits maraichers et 16 conserveries d'oignon.  <b>Aussi, entre 2020 et 2021</b> , ce sont 41 magasins de stockage et 16 conserveries d'oignon qui ont été construites.									
		Mettre en place des unités de transformation des produits agricoles	Nombre d'unités de transformation des produits agricoles mises en place	9	- 34 unités de transformations ont été mises en place depuis 2016 dont 3 en 2021.  - Signature en mai 2021 d'un protocole d'accord entre l'Etat et des investisseurs	100%	630 000				X	<b>MAAHM</b>	<b>MICA</b>	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					<p>privés pour la mise en place d'une unité de référence de transformation de l'anacarde avec un centre de formation à Bobo-Dioulasso d'une capacité de 30 000 tonnes.</p> <p>- Création en 2020 de 7 nouvelles unités de transformation d'anacarde.</p> <p>- Octroi de crédits d'un montant de 102 millions de FCFA à 5 unités de transformation dans le cadre de la mise en place d'une Initiative</p>									

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					de renforcement des capacités productives des PME de la filière anacarde (IRCP/Anacarde) pour le financement de leurs besoins en fonds de roulement pour la campagne 2021.									
		Construire de comptoirs d'achat de produits agricoles	Nombre de comptoirs d'achat de produits agricoles construits	4	Depuis 2016, 23 comptoirs ont été construits. Ils se répartissent comme suit : 0 en 2016 ; 3 en 2017 ; 0 en 2018 ; 18 en 2019 ; 2 en 2020 ; 0 en 2021 au 30 juin. Chiffres extraits de la situation de référence du programme budgétaire	50%	1 200 000				X	MAAHM	MICA	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					"Economie agricole"									
		Former les acteurs sur les techniques de transformation des produits agricoles	Nombre d'acteurs formés sur les techniques de transformation des produits agricoles	276	Organisation par le MICA à travers le CIR :  - d'une session de formation (théorique et pratique) sur les bonnes pratiques de collecte, de traitement, de conservation et de transformation des amandes de karité, du 27 au 29 mai 2021 à Bobo-Dioulasso au profit de trente (30) acteurs de la filière karité dont 70% de femmes ;	100%	46 000			X	X	MAAHM	MICA	
					- d'une session de formation (théorique et pratique) sur									



N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					<p>les bonnes pratiques de fabrication de savon, de pommades, de crème et de gèle à base de beurre de karité, du 24 au 26 mai 2021 à Bobo-Dioulasso au profit de vingt-six (26) acteurs de la filière karité dont 92% de femmes.</p> <p>- 300 acteurs ont été formés par le MAAHM sur les techniques de transformation des produits agricoles sur les 276 prévues.</p>									
		Adopter la loi sur	Existence de la loi	1	Avant-projet de loi et ses textes	30%	PM		X			MICA (DGC)		Des amendements

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
		l'organisation de la commercialisation et la transformation des produits des filières porteuses			d'application transmise au Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres									ont été apportés aux textes initiaux, prise en compte et renvoyé au Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres
		Mettre en place un système d'agrément pour la commercialisation des produits agricoles	Existence d'agrément	4 filières concernées	Le Conseil Burkinabè de l'Anacarde (CBA), dans sa mission de régulation de la filière anacarde, a initié l'instauration des agréments professionnels pour la commercialisation de la noix brute de cajou au Burkina Faso.;  Aussi, il convient de noter que des rencontres de concertations ont été organisées avec	10%	PM		X	X	X	MICA (DGC)	CBA, CIR	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					les acteurs de la filière afin de lever toutes les équivoques relatives à l'instauration de ces agréments. Par ailleurs, il faut noter que le point de ces rencontres est fait au Premier et au Ministre en charge du commerce afin de prendre la décision qui sied.									
		Mettre en place des comptoirs d'achat des produits du cru	Existence de comptoir d'achat	3	Projets non encore mise en œuvre	00%	PM					MICA (DGC)	CBA, CIR, MAAHM, PTF	Disponibilité de ressources
		Former les acteurs sur les techniques de commercialisation des produits agricoles	Nombre d'acteurs formés	3 ateliers 276	- Organisation par le MICA à travers le CIR, de deux sessions de formation :  - une session de formation par le MICA sur e-commerce	100%	PM				X	MICA (DGC, APEX-BF)	CBA, CIR, LWR, PTF, MAAHM	Disponibilité de ressources financières

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					<p>du 02 au 04 juin 2021 à Ouagadougou ou avec la participation de 25 acteurs de la filière karité dont 83% des femmes.</p> <p>- une session de formation pratique sur la présentation, l'emballage et l'étiquetage des produits du karité du 18 au 21 mai 2021 à Ouagadougou ou au profit de vingt-sept (27) acteurs dont 81% de femmes.</p> <p>- 807 acteurs ont été formés en technique de</p>									

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires	
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires		
					commercialisation des produits agricoles par le MAAHM pour une cible 276 prévues pour 2021										
		Sensibiliser les acteurs sur le respect de la réglementation en matière de commerce des produits agricole	Nombre d'acteurs sensibilisés	3 ateliers	<p>Dans le cadre du projet Sésame LWR trois formations ont été organisées à l'intention acteurs sur la réglementation commerciale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 28 mai 2021 à Dédougou ;</li> <li>11 juin 2021 à Ouagadougou</li> <li>- 17 juin 2021 à Bobo-Dioulasso</li> </ul> <p>Dans le cadre des journées de l'intelligence</p>	100%	PM	X					MICA (DGC)	CBA, CIR, LWR, PTF, MAAHM, CCI-BF	Disponibilité de ressources financières

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					économiques organisées par la CCI-BF, une formation tenue le 13 juillet 2021 sur la réglementation commerciale a été faite à l'intention des opérateurs économiques									
		Renforcer le contrôle du respect de la réglementation commerciale en matière de commercialisation des produits agricoles au Burkina Faso	Nombre de sorties de contrôle	5 sorties de contrôle	- 19 missions de contrôle ont été effectuées dont 1087 camions contrôlés ;  - Evaluation des stocks des produits agricoles dans les entreprises courant 2021.	100%	PM		X	X		MICA (BMCR F)	LWR	
28.	Faire un lobbying en vue de faciliter l'installation des commissionnaires en douane agréés dans les pays de l'UEMOA	Soumettre un projet de lettre au MINEFID à l'attention de la Commission de l'UEMOA	Disponibilité de la lettre	1	Le projet de lettre a été introduit, il reste à suivre son évolution	100%	PM	X				MINEFID (DGD)	MICA	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
29.	<b>Accélérer le processus d'opérationnalisation de l'assurance maladie universelle</b>	Acquérir un système d'information pour la CNAMU	Disponibilité du système d'information	1	Le système d'informatisation n'est pas encore acquis.	00%	PM				X	<b>MFPTP S</b>	<b>MS</b>	
		Recruter le personnel additionnel pour un fonctionnement optimal de la CNAMU	Nombre de personnes recruté	25	Le personnel additionnel n'a pas été recruté à raison de non application des statuts du personnel et de la grille salariale de la CNAMU à cause de l'opposition du MINEFID	00%	PM			X		<b>MFPTP S</b>		
		Couvrir 10% des populations de l'économie informelle et du monde rural de 61 communes par le RAMU	Nombre de personnes couverte par le RAMU	324 156	La mise en œuvre de la couverture de l'assurance maladie universelle concerne pour le moment les personnes indigentes. L'économie informelle et le monde rural ne sont pas encore couverts pour défaut d'adoption du schéma de	00%	1 135, 57614			X	X	<b>MFPTP S</b>		

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					couverture de l'économie informelle proposé par la CNAMU.									
		Couvrir les agents publics membres des mutuelles professionnelles	Nombre de mutuelles professionnelles incluses dans le RAMU	13 351	La couverture des agents publics n'a pas démarré pour défaut d'adoption du schéma de couverture du secteur formel et des mécanismes de financement innovant du RAMU.  Toutefois, la CNAMU a :  - harmonisé les outils de gestion des mutuelles professionnelles ; - proposé un mécanisme de financement innovant	00%	567,78807		X			MFPTP S		



N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					pour adoption ; - proposé un schéma de couverture du secteur formel pour adoption.									
30.	<b>Faire un audit sur la marge et les prix des distributeurs et détaillants de produits pétroliers en vue de leur révision à la hausse</b>	Réaliser un audit sur la marge et les prix des distributeurs et détaillants de produits pétroliers et mettre en œuvre les recommandations.	Nombre d'audit	1		00%	PM		X	X	X	Comité interministériel de détermination des prix des hydrocarbures (CIDPH)	<b>Primature, MICA, MINEFID, ME.</b>	
31.	<b>Accélérer le traitement des dossiers de subvention (21 jours) et le paiement régulier (60 jours) des subventions du gaz de pétrole liquéfié.</b>	RAS	RAS	RAS	Le mécanisme de traitement des dossiers de subvention a évolué depuis le 21 février 2020. En effet, la SONABHY facture ses ventes de gaz aux sociétés de distribution, déduction faite des	RAS	RAS					<b>SONABHY</b>	<b>MCIA, ME</b>	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					subventions. La SONABHY porte donc seule la charge de l'ensemble des subventions sur les produits pétroliers.									
32.	Réaménager l'abattoir frigorifique et de nouvelles infrastructures avec au moins 4 abattoirs annexes à Ouagadougou afin de respecter les normes d'hygiène et la réduction de l'abattage clandestin.	Réhabiliter l'abattoir	Plan de réhabilitation	1	La SOGEO dispose d'un plan de restructuration de l'abattoir frigorifique de Ouagadougou et d'une étude de faisabilité pour la mise en place de trois abattoirs périphériques qui seront sous la gestion de la SOGEO tels que souhaité par l'association des bouchers du Kadiogo.	100%	4 000 000	X	X	X	X	MICA (SOGEAO)	MRAH, MINEFID	Au regard des problèmes fonciers, la société préconise la relecture de l'étude de faisabilité en vue de faciliter sa mise en œuvre
		Mettre en œuvre le plan de restructuration	Plan de mise en œuvre de la restructuration	1	Le financement a été mobilisé par le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA) et à	00%		X	X	X	X	MICA (SOGEAO)	MRAH, MINEFID	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					travers la BIDC en vue de l'obtention du financement nécessaire pour le plan de restructuration à travers lequel, les différentes activités programmées vont être réalisées ; Aussi, les différentes procédures de gestion de ce fonds sont en cours de finalisation.									
		Construire les abattoirs périphériques à l'issue de la relecture de l'étude de faisabilité	Nombre d'abattoirs périphériques construits	3	Relecture de l'étude de faisabilité en cours	00%		X	X	X	X	MICA (SOGE AO)	MRAH, MINEFID	
33.	Prendre des mesures afin de lutter contre la concurrence déloyale que subit le secteur de	Organiser le recensement des résidences meublées des villes Ouagadougou,	Nombre de résidences meublées recensés	70	L'activité a été réalisée et un répertoire des résidences meublées a été établi.	100%	4 000		X	X	X	MCAT (DGT, DRCAT, DCAJ)	MICA	.

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
	<b>l'hôtellerie face aux résidences meublées.</b>	Bobo-Dioulasso et Koudougou												
		Organiser une opération de régularisation de la situation administrative des résidences meublées	Nombre d'autorisations d'exploiter délivrées	70	En cours	00%	3 000			X	X			
		Organiser des sessions de formation au profit des gérants de résidences meublées	Nombre de gérants de résidences meublés formés	70	Activité non réalisée	00%	2 000				X	<b>MCAT (DGT, DRCAT, DCAJ)</b>	<b>MICA</b>	Non mise à disposition du budget ; Crise sécuritaire ou sanitaire
		Organiser des opérations planifiées et ponctuelles de contrôle et de vérification	Nombre de contrôle et de vérifications terrain inopinés Nombre de contrôle et de vérifications terrain planifiés	30 sorties à Ouaga / 20 sorties à bobo / 20 sortie à Koudougou	Activité non réalisée	00%	10 000				X	<b>MCAT (DGT, DRCAT, DCAJ)</b>	<b>MICA</b>	Aucun budget n'est prévu pour sa réalisation. Seule l'opération annuelle de contrôle des entreprises touristiques est programmées et en cours de réalisation.
		Élaborer une approche opérationnelle	Le document d'approche est élaboré	1	Adoption de la loi d'orientation du Tourisme au	100%	2 000		X		<b>MCAT (DGT, DRCAT, DCAJ)</b>	<b>MICA</b>	Cette loi permettra la mise en place	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
		de lutte et de répression			Burkina Faso en avril 2021									des différentes instances
34.	<b>Prendre des mesures afin de développer le tourisme intérieur à travers la délocalisation des rencontres institutionnelles vers des sites d'attraction tels que les zones de chasse</b>	Initier à la signature du Premier Ministre une nouvelle circulaire invitant à la délocalisation des rencontres institutionnelles vers les zones de chasses.	Disponibilité de la circulaire	1	existence d'une stratégie de promotion du tourisme cynégétique	00%	PM	X	X			<b>MCAT (DDIT)</b>	<b>Primature, Tout ministère</b>	la situation sécuritaire ne permet pas de dérouler les différentes actions de la stratégie
35.	<b>Mettre en place un cadre juridique régissant le mécénat au Burkina Faso</b>	Élaborer un avant-projet de loi	L'avant-projet de loi	1	Activité non réalisée	00%	2 000			X		<b>MCAT (DCAJ)</b>	<b>Tout ministère concernés</b>	Une discussion préalable avec le MINEFID sur le contenu du Mécénat spécifique s'avère nécessaire
		Insérer des dispositions fiscales favorables dans la loi de finance	La loi de finance favorable	1	Activité non réalisée	00%	PM	X				<b>MCAT (DCAJ)</b>	<b>MINEFID</b>	Adhésion de MINEFID
36.	<b>Mener une réflexion sur le mécanisme d'accompagnement financier du secteur touristique</b>	Organiser des rencontres avec toutes les parties prenantes de la question	Nombre de rencontres organisées	02	Existence du Fonds de Développement Culturel et Touristique	00%	6 000		X	X		<b>MCAT (DDIT)</b>	<b>MINEFID</b>	La recommandation initiale était « <b>Prendre des mesures afin de reverser 60% de la taxe</b>



N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
	textes nationaux, en matière d'architecture, avec les textes communautaires.	concertation avec l'ordre des architectes du Burkina (OAB) pour transposer les textes nationaux à ceux communautaires.	de concertation											promotion immobilière a pris beaucoup de temps dans les concertations avec les acteurs et cette situation a occasionné le report de la rencontre avec l'ordre des architectes du Burkina (OAB)
39.	Prendre des mesures en vue d'alléger les procédures de délivrance des agréments techniques tout en veillant au strict respect des textes notamment les différents seuils	Relire les textes sur l'agrément technique du Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	Nombre de textes relu	Tous les textes concernés		00%	PM		X	X	X	MID	Tout ministère concerné, OAB	
40.	Relire les textes essentiels régissant le secteur du Bâtiment et Travaux Publics (BTP) et activités connexes.	Finaliser les sept (07) décrets sur les licences d'affaires (les agréments)	Disponibilité des décrets sur les licences d'affaires	07	Le décret relatif à l'exercice de la promotion immobilière a été déjà validé en atelier national le 11 juin 2021 et le	14,28%	PM		X			MUH	MI	S'agissant de la finalisation de la loi sur la promotion immobilière, il reste la validation en conseil des

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					projet de loi est passé au COTEVAL les 29 et 30 juillet 2021 Les six (06) autres décrets sont en cours de finalisation									Ministres et son adoption par l'Assemblée nationale. Aussi, il est prévu l'organisation d'un atelier national en vue de valider les six autres décrets.
41.	<b>Prendre des mesures en vue de l'application stricte de la loi 080-2015/CNT relative à la communication publicitaire</b>	Tenir des assemblées générales trimestrielles et des réunions mensuelles dans le respect du décret 2017-0458/PRES/PM /MCRP/MINEFI D portant définition des conditions et règlements applicables à l'exercice de la profession publicitaire qui définit dans le champ de la profession et de l'arrêté 2019-073/CSC/SG	4 assemblées générales et 12 réunions tenues	Agences de publicité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une AG et une AG extraordinaire ont été tenues ;</li> <li>- Aucune réunion n'a été organisée.</li> </ul>	12%	PM	X	X	X	X	<b>MCRP</b>	<b>CSC</b>	



N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
		portant détermination des entreprises de publicités déclarées au CSC.												
42.	Supprimer la taxe du BBDA sur les logiciels et serveurs	RAS	RAS	-		-	-					MCT (BBDA)	MINEFID (DGI)	La mise en œuvre s'avère difficile car le recouvrement de cette taxe permet de soutenir les créateurs et financer les activités du BBDA.
43.	Evaluer le potentiel local en production avant d'accorder les autorisations des produits tels que le riz	Réaliser une étude d'évaluation des quantités de riz à importer en fonction du potentiel local de production	Nombre de rapports d'évaluation des quantités de riz à importer en fonction du potentiel local de production élaborés	1	Aucune étude de ce genre n'est réalisée pour le moment mais une étude sur le lissage des prix à la consommation du riz est en cours.	00%	5 000			X		MAAHM	MICA	
44.	Soutenir le développement de la mécanisation agricole au Burkina Faso	Mettre à la disposition des producteurs des batteuses de riz	Nombre de batteuses de riz mises à la disposition	30	25 batteuses de riz mises à la disposition des producteurs sur les 30 prévues	83,33%	40 560			X		MAAHM	MESRSI	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
			des producteurs		pour l'année 2021.									
		Mettre à la disposition des producteurs des desphateuses égreneuses	Nombre de desphateuses égreneuses mises à la disposition des producteurs	30	25 desphateuses égreneuses ont été mises à la disposition des producteurs sur les 30 prévues période 2021	83,33%	52 500			X		MAAHM		
		Mettre à la disposition des producteurs des épierreuses	Nombre d'épierreuses mis à la disposition des producteurs	5	3 épierreuses ont été mises à la disposition des producteurs sur les 5 annoncées.	60%	6 825			X		MAAHM		
		Mettre à la disposition des producteurs des motoculteurs	Nombre de motoculteurs mis à la disposition des producteurs	250	131 motoculteurs ont mis à la disposition des producteurs sur les 250 initialement prévus	52,4%	486 250			X		MAAHM		
		Construire une unité de montage des équipements motorisés	Nombre d'unités de montage des équipements fonctionnels	1	A la date du 30 juillet 2021, la société TROPIC AGRO INDUSTRIE (TAGRI) a été retenue pour la mise en place de l'unité de montage de	70%	PM			X		MAAHM		

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					tracteurs et de motoculteurs et la pose de la première pierre a été faite le 29 novembre 2019 par le Ministre en charge de l'Agriculture. Un protocole ETAT-SONATER-TAGRI a été signé. Le matériel pour le montage a été acquis. Le taux d'exécution physique de cet investissement est estimé à 70%.									
		Mettre à la disposition des producteurs des tracteurs	Nombre de tracteurs mis à disposition des producteurs	50	88 tracteurs ont été mis à disposition des producteurs sur 550 prévus pour l'année 2021	100%	512 250			X		MAAHM		
45.	Mettre en place le sous-comité technique relatif à la fixation des prix des génériques dans le secteur privé	RAS	RAS	RAS	Déjà pris en compte dans les arrêtés actuels sur les MEG. Il s'agit de :	RAS	RAS					MS	MICA	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					- l'arrêté conjoint N°2021-00418/MICA/MS du 06 août 2021 portant fixation des prix de vente des médicaments essentiels génériques sous dénomination commune internationale au Burkina Faso ; - l'arrêté conjoint N°2021-00419/MICA/MS du 06 août 2021 portant fixation des prix de vente des consommables médicaux essentiels au Burkina Faso ont été adoptés.									
46.	Mettre à la disposition des établissements scolaires, les frais de scolarité dus, au plus tard en mars de l'année scolaire ou universitaire en	Contrôler la présence effective des élèves affectés	Le pourcentage d'établissement contrôlé	100%		00%	PM	X				MENAP LN/MES RSI		Retard dans l'alimentation de la ligne budgétaire
		Réceptionner et vérifier la conformité des	Présence des dossiers de demande de paiement	100%	La subvention de l'Etat au profit des établissements	25%	PM			X		MENAP LN/MES RSI	DREPS ; DPEPS	Retard dans la mise en œuvre du contrôle

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
	cours et procéder à l'apurement du passif portant sur les 5 dernières années.	demandes de paiement	conformes à la DEP		<p>privés comporte deux volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- subvention pour le fonctionnement des faïtières de l'éducation (SNEC, UNEEP-L, FEME et FAIB) ;</li> <li>- subvention pour les frais de scolarité des élèves affectés par l'Etat.</li> </ul> <p>Au titre des subventions allouées pour le fonctionnement des faïtières, au 31 décembre 2020, l'Etat n'a plus enregistré d'arriérés de paiement depuis 2016. Pour l'année 2021, les perspectives</p>									

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires	
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires		
					<p>sont bonnes car les provisions budgétaires sont faites et le MENAPLN n'attend que les demandes des faitières pour procéder au déblocage des fonds. Du reste, certaines faitières ont déjà introduit leur requête (SNEC et FAIB). Le SNEC a même déjà bénéficié de sa première tranche 2021 d'un montant de 1 725 000 000 FCFA.</p> <p>Toutefois, à ce jour, des arriérés concernant l'année scolaire 2015-2016 dus à la FEME et à la FAIB d'un montant total de 800 000 000 FCFA, soit 400 000 000 FCFA</p>										

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					<p>par faitière, sont à relever.</p> <p><b>Au titre du paiement des frais de scolarité</b> des élèves affectés par l'Etat dans les établissements privés, l'enveloppe globale allouée s'élève, à ce jour, à 6 717 192 000 F CFA sur un besoin total de 11 757 261 200 F CFA. Cette enveloppe est constituée d'une dotation initiale de 3 200 000 000 F CFA, à laquelle se sont ajoutés des montants de 1 500 000 000 F CFA et 2 017 192 000 F CFA, représentant respectivement une ouverture de crédits au profit</p>									

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					du département dans le cadre de l'adoption de la loi de finances rectificatives de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2021 et un réaménagement effectué via la fongibilité asymétrique en complément. Ces crédits ont permis de prendre en charge les arriérés en instance dans les services techniques à hauteur de 4 118 040 000 F CFA, dégageant ainsi un montant disponible de 2 599 152 000 FCFA. Toutefois, ce disponible ne permet pas de couvrir le									



N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					montant total des frais de scolarité de l'année scolaire 2020-2021 qui s'élève à 6 310 125 000 FCFA à la date du 25 mars 2021.									
		Introduire les dossiers étudiés dans le circuit pour paiement	Le pourcentage de dossiers étudiés et introduits dans le circuit pour paiement	100%	<b>Le MENAPLN s'attèle à effectuer les paiements à hauteur des crédits disponibles en attendant de trouver des ressources complémentaires</b> pour combler le gap qui s'élève à 4 240 069 200 F CFA au titre des frais de scolarité et 800 000 000 F CFA au titre des subventions allouées pour le fonctionnement des faïtières, soit un besoin total	25%	PM		X			<b>MENAP LN/MES RSI</b>	<b>DREPS ; DPEPS</b>	Non-respect des délais de dépôt des dossiers par les promoteurs  Disponibilité des ressources au niveau du trésor public.

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					de 5 040 069 200 F CFA.									
47.	Réfléchir sur un mécanisme adapté d'accompagnement du secteur privé de la santé	Mettre en place un groupe de travail pluridisciplinaire pour produire les livrables	Rapport	1		00%	PM			X	X	MS	MINEFID	La recommandation initialement formulée comme suit « <b>Créer un fonds d'appui au secteur privé de santé à l'instar de celui de la presse privée</b> » a nécessité une reformulation car <b>les cliniques ont été jugés être dans un système purement économique qui ne profite pas à toutes les couches de la population.</b>
48.	Mettre en place une plateforme de mutualisation des IRM et des scanners du privé et du public afin de faciliter l'accès des	Tenir une Rencontre d'information et de plaidoyer avec les responsables des structures	Rencontre tenue	1		00%	PM		X			MS		

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
	<b>populations aux examens spécialisés pour une meilleure prise en charge</b>	privées et publiques												
		Elaborer un document cadre de mutualisation des ressources entre les structures publiques et privées	Disponibilité du document	1		00%	PM				X	<b>MS</b>		
		Signer les premières conventions entre les hôpitaux publics et les structures privées	Nombre de conventions signées	Au moins 2		00%	PM				X	<b>MS</b>		
		Mettre en place entre le MS, le MINEFID et la FASPB un comité paritaire autonome de pilotage et de suivi de la convention	Arrêté conjoint de mise en place	1		00%	PM				X	<b>MS</b>		
49.	Prévoir dans la réglementation fiscale, la possibilité de déduire des frais de conception des modules, avant l'application de la	RAS			La retenue à la source libératoire de 2% perçue sur les vacations dans les établissements	00%						<b>MINEFI D (DGI)</b>	<b>MESRSI MENAPLN</b>	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
	retenue à la source libératoire de 2% prévus, sur les revenus des vacances d'enseignement				d'enseignement est une forme de taxation forfaitaire qui n'admet pas le mécanisme de déduction des charges supportées. En effet, le mécanisme de déductibilité des charges est, en règle générale, réservé aux entreprises soumises aux impôts sur les bénéfiques.									
50.	Prendre les mesures nécessaires en vue du respect du monopole pharmaceutique	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS					MS	MINEFID	Le Ministère de la Santé ne perçoit pas la portée de la recommandation.
51.	Mettre en œuvre les engagements pris par l'Etat dans la convention d'éducation avec l'Union nationale des établissements d'enseignement	Affecter des élèves du primaire dans les établissements privés	Présence d'élèves affectés dans les écoles primaires privées	PM		00%	PM			X		MENAP LN	DREPPNF; DPPNF; CCEB	Comité d'affectation non mis en place ; augmentation des charges de l'Etat ;
		Affecter des enseignants du	Présence d'enseignan	PM		00%	PM			X		MENAP LN	DRH MAIRIE ;	Il s'agit d'une possibilité pour

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
	<b>privé laïc relue et signé en 2012</b>	public dans les établissements primaire privés	ts du public affectés dans les écoles primaires privées											L'Etat et non une obligation ; texte réglementant le statut et la carrière des agents non pris.
		Associer les enseignants du privé aux sessions de formation continue que l'Etat organise au profit des enseignants du public	Présence des enseignants dans les conférences et séances de formation	PM		00%		X	X			<b>MENAP LN</b>	<b>DREPS ; DREPPNF ; DPEPS ; DPPNF ; CCEB</b>	Non prise en charge financière des enseignants du privé pendant les sessions de formation continue par l'Etat
		Mettre à disposition de l'UNEEPL un appui de 250 000 000 FCFA	Un appui de 250 000 000 FCFA est payé à l'UNEEPL	100% du montant		00%	PM		X	X	X	<b>MENAP LN</b>	<b>MINEFID</b>	Retard dans l'alimentation de la ligne budgétaire
<b>52.</b>	<b>Augmenter le nombre d'infrastructures marchandes dans les grandes villes du pays</b>	Mener une réflexion sur la mise en œuvre d'un programme de réalisation des infrastructures marchandes dans les communes urbaines (marchés, comptoirs	Rapport des travaux	1	- Dans le cadre de l'organisation des foires agro-sylvo-pastorales et artisanales, un marché a été réalisé à Toma.  - Mise en œuvre d'u	100%	PM			X		<b>MICA</b>	<b>CCI-BF, MUH, MI, tout Conseil régional ; tous mairies et projets.</b>	Le cout total de la réalisation s'élève à 350 000 000 FCFA,  Le processus de formalisation est en cours d'opérationnalisation. Le projet de mise en œuvre du marché de

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
		d'achats, abattoirs, entrepôts et marché de Gros			projet de centrale d'achat des produits de grande consommation (étude de faisabilité disponible)  - Projet de mise en place d'un marché de gros des produits de frais à Bobo-Dioulasso (étude de faisabilité disponible)									gros est en cours et il reste le choix du modèle économique et la mobilisation des acteurs
53.	Améliorer de façon continue la fourniture d'électricité et réviser à court terme à la baisse du tarif industriel	Organiser des visites de ligne de maintenance préventive et assurer l'approvisionnement en carburant des centrales	SAIDI, SAIFI,	Moins de 100 coupures/an/abonné	SAIDI= 58 au 30 juin 2021 contre 60 en 2020 et SAIFI= 79 au 30 juin 2021 contre 84 en 2020	100%			X	X	X	ME	MICA, MINEFID	
		Réaliser l'étude tarifaire	Rapport de l'étude tarifaire	1		00%	PM		X	X	X	ME	MICA, MINEFID	
54.	Réhabiliter les zones industrielles	Elaborer les cahiers des	Nombre de cahiers des	6 cahier	Résultat non atteint	00%	PM				X	MICA (DGDI)	MUH, MINEFID	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
	<b>de Ouagadougou et Bobo Dioulasso</b>	charges spécifiques par ZI existante	charges des ZI élaboré	s de charge au moins										
		Assainir l'apurement du foncier des ZI	Nombre de textes adoptés sur l'apurement du foncier des ZI	6 textes au moins	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Opération de recensement des unités industrielles de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso en octobre 2020.</li> <li>- Saisine de la commission d'évaluation et de constat de mise en valeur des terres en zone industrielle de Ouagadougou (kossodo) et de Bobo-Dioulasso (secteur 19, 20 et 23) par lettre adressée au MINEFID.</li> <li>- Transmission d'une feuille</li> </ul>	30%	PM				X	<b>MICA (DGDI)</b>		<p>Le MINEFID à travers la Direction des Affaires Domaniales et Foncières envisage organiser une réunion avec tous les acteurs impliqués pour la validation de la feuille de route proposée avant de procéder à son opérationnalisation.</p> <p>Pour ce faire, la DGDI attend que la date de cette réunion lui soit communiquée.</p>

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					de route au MINEFID relative au retrait des parcelles non mise en valeur depuis plus de cinq (05) ans dans les zones industrielles de Bobo-Dioulasso et Ouagadougou pour amendement									
55.	Prendre en compte les spécificités sectorielles dans la mise en œuvre de la charte des PME	-	-	-	Les avantages inscrits dans la charte des PME profitent aux entreprises sans distinction de secteurs d'activités.	00%	-					MICA (DGDI)	CCI-BF	Plus 250 PME des régions du Centre-Est et du Centre-Sud ont été sensibilisées sur les avantages de la charte, respectivement Tenkodogo et Manga les 23 et 24 juillet 2021.
56.	Renforcer le dialogue avec les populations affectées par les	Organiser des rencontres d'échanges avec les personnes	Nombre de rencontres	1 au moins		00%	PM	X	X	X	X	MID	Tout ministère concerné	



N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
	<b>projets d'infrastructures</b>	affectées par les projets												
		Dédommager les personnes affectées par le projet du 11 décembre 2021	Nombre de personnes dédommagées dans le cadre de l'exécution des travaux du 11 décembre 2021 à Ziniaré	100%		00%	64 000			X		<b>MID</b>		
57.	<b>Instaurer un cadre de dialogue semestriel entre les acteurs du secteur privé et leur ministère de tutelle</b>	Organiser les rencontres Administration nationale du tourisme/ secteur privé du tourisme	Nombre de rencontres organisées	2	Activité non réalisée pour le MCAT	00%	16 000	X			X	<b>MCAT (DDIT, DPICC)</b>	<b>Tout ministère concerné</b>	L'insuffisance du budget alloué à l'organisation de cette activité ne permet pas sa tenue régulière.
		Organiser un cadre d'échanges entre les acteurs du secteur privé et le ministère des infrastructures et du Désenclavement	Le nombre de rencontre d'échanges	1		00%	PM				X	<b>MID</b>	<b>MICA</b>	
		Prendre un arrêté instituant un cadre de	Arrêté disponible	1		00%	PM		X			<b>MAAHM</b>	<b>MICA</b>	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
		dialogue semestriel entre les acteurs du secteur privé et leur ministère de tutelle												
58.	<b>Mettre à niveau l'aéroport de Bobo-Dioulasso aux normes internationales pour encourager sa fréquentation par les grandes compagnies aériennes d'ici fin 2021</b>	Réaliser l'étude de faisabilité assortie de plans d'affaires pour la réhabilitation de l'Aéroport International de Bobo Dioulasso	Disponibilité de l'étude	1	Les TDRs ont été élaborés et le processus de recrutement de bureaux devant réaliser l'étude a été lancé mais le marché a été infructueux	10%	PM	X	X			<b>MTMUS R)</b>	<b>BSPP (Présidence du FASO) MI, MINEFID, MICA</b>	En recherche de financement complémentaire pour la relance du recrutement de bureaux d'étude.
59.	<b>Accélérer la construction de l'Hôpital de référence de Bobo-Dioulasso.</b>	Poursuivre le nettoyage et le décapage du site sur 20 ha	Taux d'exécution	100% (20ha nettoyé et décapé)	- Disponibilité d'un site en vue de la construction de l'hôpital ; - Organisation de Rencontres avec la partie chinoise en vue de mettre en œuvre les différentes diligences.	30%	550 000		X			<b>MS</b>	<b>MINEFID</b>	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
		Viabiliser le site par l'adduction d'eau et le raccordement de l'électricité	Niveau d'exécution	100% (site raccordé à la SONABEL et à l'ONEA)		00%	189 305 , 766		X			MS		
60.	<b>Renforcer le dialogue social au sein de l'administration publique afin de réduire l'impact des conflits sociaux sur le secteur privé.</b>	Rendre opérationnel le service en charge de la gestion du dialogue social	Niveau de fonctionnalité du service	100%	Le Chef de service nommé et les concertations sont en cours avec le Haut Conseil du Dialogue Social pour l'opérationnalisation du service.	00%	PM		X			MFPTP S		
Assurer le suivi des protocoles d'accord entre le gouvernement et les syndicats		Nombre de rencontre de suivi par ministère concerné	1 au moins par ministère concerné	Le service en charge de la gestion du dialogue social est en cours d'opérationnalisation	00%	PM		X	X	X	MFPTP S	Tout ministère concerné		
Relancer le processus de la réforme du système de rémunération		Réforme du système de rémunération	1	Sur instructions du Gouvernement, des réflexions sont en cours en vue de la reprise du processus.	00%	PM		X	X	X	MFPTP S			

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires	
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires		
		Finaliser et faire signer les statuts particuliers des métiers de la fonction publique d'Etat	Nombre de statuts particuliers des métiers signés	9	Les statuts particuliers ont été élaborés, validés et signés.	100%	PM		X	X	X		MFPTP S		

**II. ENGAGEMENTS PRIS PAR LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU BURKINA FASO (CCI-BF) LORS DE LA RENCONTRE NATIONALE ETAT/SECTEUR PRIVE 2020**

61.	<b>Former dans toutes les régions, à travers un programme, des PME sur les procédures des marchés publics</b>	Elaborer les termes de référence	Nombre de TDR	1	Les termes de référence ont été élaborés et validés	100%	PM	X								
		Mettre en place une équipe de travail et de suivi	Nombre d'équipe	1	L'expertise interne et externe a été mobilisée pour animer la formation	100%	PM	X								
		Planifier les sessions de formation	Nombre de planification	1	Les sessions de formations ont été planifiées pour se dérouler courants 2e, 3e et 4e trimestres 2021	100%	PM	X								
		Mettre en œuvre les sessions de formation	Nombre de sessions	13	Les sessions de formations ont été exécutées dans 6 régions. Le reste des régions sera couvert en	46,15%	10 000	X	X							

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					septembre et octobre 2021									
		Evaluer le transfert des compétences	Nombre de rapports d'évaluation	13		00%	PM		X					
62.	<b>Accompagner techniquement et financièrement le processus de dématérialisation des procédures de marchés à travers le soutien à la mise en place du Guichet unique de soumission des appels d'offres (GUSAO)</b>	-	-	-	En réponse à la manifestation d'intérêt de la CCI-BF à accompagner le processus de dématérialisation, la DGCMEF a rassuré la CCI-BF de la bonne avancée du processus qui est en cours. La CCI-BF a réitéré par ailleurs sa disponibilité à apporter son appui nécessaire en vue de sa finalisation.	00%	-					DDIP/CJ	MINEFID, MICA	L'étude sur la dématérialisation est toujours en cours.
63.	<b>Organiser de grandes rencontres sur les opportunités d'affaires et les mécanismes incitatifs dans les secteurs de</b>	Elaborer les TDRs des rencontres	Nombre de TDRs	1	Les termes de référence ont été validés	100%	0	X				DAE/DDIP	MAAH, MRAH, MCIA	
		Mobiliser les ministères partenaires et des participants	Nombre de ministères et d'opérateurs	2 ministères	Les ministères en charge de l'agriculture, des ressources	1,96%	0	X						

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
	l'agriculture et des ressources animales.		économiques mobilisés	100 opérateurs économiques	animales et de l'environnement ont été saisis.									
		Tenir les rencontres	Nombre d'opérateurs économiques participants	100	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation du MRAH au 2<sup>e</sup> forum économique du Burkina Faso – Canada pour présenter les opportunités d'affaires dans le secteur de l'élevage.</li> <li>- Présentation des opportunités d'investissement dans les secteurs concernés aux acteurs nationaux prévu courant 4<sup>e</sup> trimestre 2021</li> </ul>	00%	3 000	X						
		Prendre un arrêté instituant	Nombre d'arrêtés	1	Disponibilité de l'arrêté 2020-	100%	5 000				X	<b>MAAHM</b>		A terme, ce cadre de

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
		un cadre de dialogue annuel entre les acteurs du secteur privé agricole et le ministère en charge de l'agriculture sur les opportunités d'affaires et les mécanismes incitatifs dans les secteurs de l'agriculture			081/MAAH/CAB du 07 août 2020 portant création, attributions, composition et fonctionnement du cadre de concertation des acteurs intervenant dans la mise en œuvre du programme budgétaire Aménagement hydro-agricoles et irrigation									concertation sera institué pour l'ensemble des programmes budgétaires. Prévu dans les dispositions du budget programme, Il permet des échanges entre les acteurs du monde agricole en vue d'identifier les défis et les opportunités
		Tenir un dîner d'affaires entre les promoteurs privés intéressés par le secteur agricole et le gouvernement	Nombre de dîner	1	Un dîner gala a été organisé pour le lancement de l'initiative pour la mécanisation agricole (IMA) dont l'objectif est de mobiliser des fonds pour l'octroi massif d'équipements aux producteurs. A l'occasion, des donations ont été faites et des	100%	30 000		X			MAAHM	MICA /CCI-BF	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					promoteurs privés ont pu être motivés pour l'investissement dans le secteur agricole									
<b>III. RECOMMANDATIONS DE LA RENCONTRE NATIONALE ETAT/ SECTEUR PRIVE 2019 EN COURS DE MISES EN ŒUVRE</b>														
64.	Indemniser les entreprises victimes des pillages en 2014					00%						HCRUN	MINEFID, MICA	
65.	Prendre des mesures en vue de sécuriser les chantiers de construction d'infrastructures dans les zones d'insécurité	Prévoir dans les DAO une ligne sur la sécurisation des sites dans les zones à risque	Pourcentage DAO ayant de lignes de crédits relatives à l'insécurité	100%		00%	PM	X	X	X		MID	MSecu, MDNAC, MINEFID	
66.	Prendre des mesures en vue de l'application effective des textes sur la réglementation du commerce	Définir une stratégie de mise en œuvre des textes sur le commerce notamment le décret relatif au commerce de distribution	Nombre de stratégie  Le taux de réalisation	1	Dans le cadre du suivi de l'application effective des textes sur la réglementation du commerce, 18 428 acteurs ont été contrôlés.  Il s'agit des producteurs, importateurs,	50%	PM	X	X			MICA (DGU-CI et DGC)	CCI-BF	



N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					grossistes, demi-grossistes et détaillants afin de vérifier le respect de la loi 16-2017/AN du 27 avril 2017 portant organisation de la concurrence au Burkina Faso et du décret N°2020-0532/PRES/PM/MCIA/MJ/MINE FID du 30 juin 2020 portant réglementation des prix des biens et services soumis à contrôle sur la réglementation du commerce notamment le décret N°2018-1199/PRES/PM/MCIA/MUH/MIN EFID/MATD/MJ DHPC du 31 décembre 2018 relatif au commerce de									

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
					distribution au Burkina Faso.									
67.	<b>Revoir la taxation des importateurs et vendeurs d'intrants agricoles.</b>	Réaliser une étude dont les résultats orienteront la révision de la taxation des importateurs et vendeurs d'intrants agricoles.	Rapport de l'étude	1	Aucune étude n'est envisagée pour le moment	00%	PM					MAAHM	MAAH, MINEFID	
<b>IV. ENGAGEMENTS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU BURKINA FASO PRIS LORS DE LA RENCONTRE NATIONALE ETAT/ SECTEUR PRIVE 2019 EN COURS DE MISES EN ŒUVRE</b>														
68.	<b>Produire et diffuser sous forme de recueil par filière des lois et règlements concernant les secteurs prioritaires</b>	Recenser et classer les différents textes	Base de données des différents textes	1	Le premier processus de recrutement du consultant, conformément aux dispositions nationales relatives aux marchés publics n'a pas abouti. Néanmoins, le processus a été relancé et est en cours pour la réalisation de cette action.	10%	10 000	X				DIC/CJ, DDIP, DES, DAE	MICA	Abouissement du processus de recrutement du prestataire
		Concevoir et éditer les recueils	Recrutement d'un prestataire	1	En cours	30%	PM		X					Disponibilité des ressources financières

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/ risques/ commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
		Diffuser et promouvoir les documents	Canal de diffusion et de promotion	-		00%	500				X			
69.	Accompagner vingt-cinq (25) jeunes entrepreneurs et vingt-cinq (25) femmes chefs d'entreprises dynamiques à prendre part au prochain AFRICALLIA par la prise en charge de leurs frais d'inscription	-	-	-	AFRICALLIA 2020 a été reporté en raison de la crise sanitaire. Cet engagement sera formellement mis en œuvre à l'occasion de la prochaine édition de AFRICALLIA prévue en 2022. Par ailleurs, la CCI-BF a prévu accompagner des jeunes et des femmes pour leur participation à des expositions et salons nationaux (JAAL, Consommons Local, Salon des Banques et PME)	00%	-					DES/ DDIP, DAE	MICA	

N°	Recommandations et/ou Engagements	Activités à mettre en œuvre	Indicateurs	Cibles	Etat de mises en œuvre	Taux de réalisation	Coût (en milliers de FCFA)	Echéances 2021				Structures ou ministères interpellés		Hypothèses/risques/commentaires
								T 1	T 2	T 3	T 4	Chef de file	Structures partenaires	
70.	Augmenter l'enveloppe du projet d'appui à la transformation industrielle et artisanale (PATIA) de soixante-quatre (64) millions de FCFA à cent (100) millions de FCFA en vue d'accompagner les meilleures entreprises de transformation agro-alimentaire	Organiser la cérémonie de lancement du concours	Tenue de la cérémonie de lancement	1	Les TDR sont finalisés et l'enveloppe du projet a été portée à 100 millions comparativement aux éditions passées. La cérémonie de lancement devrait intervenir en septembre.	00%	0		X			DAE/CC I-BF		L'inscription de l'activité au budget 2021 est effective.
		Réceptionner et analyser les dossiers	Nombre de dossiers reçus	100		00%			X					
		Proclamer les résultats	Cérémonie de proclamation de prix	1		00%	100 000		X					
<b>TAUX GLOBAL</b>													<b>37,66%</b>	